

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Gare aux enthousiasmes faciles!

Voilà, le mondial de football est terminé; «Enfin!», selon certain-e-s, «Déjà!» selon d'autres. Sous nos latitudes, le parcours de l'équipe nationale helvétique a engendré un engouement sans précédent. Et comme souvent, on a usé et abusé du verbe pour décrire de la manière la plus fleurie la «Nati». Ainsi, tous les médias de ce pays, souvent en relayant les propos de politiciens de tous bords ou de personnalités plus ou moins en vue, ont fait l'apologie de cette Suisse «multikulti» qui gagne. Une Suisse ouverte, où chacun-e trouve sa place, où l'intégration est un maître-mot, où les cultures les plus diverses collaborent main dans la main pour atteindre un même but. Le tableau est certes magnifique, mais il s'agit plutôt d'un trompe-l'œil que d'une fresque... Car derrière les Djourou, Yakin, Behrami, il y a aussi Monsieur et Madame presque tout le monde. «Presque», car vivant dans des conditions socio-économiques désastreuses. «Presque», car menacé-e-s d'expulsion. «Presque», car eux n'ont pas la possibilité de travailler, et il ne s'agit pas que d'apprentis footballeurs...

Donc, à quelques mois de la votation sur la LEtr et la LAsi, où le peuple devra s'exprimer sur des mesures qu'il est euphémique de juger scandaleuses, il n'est peut-être pas inutile de repenser un instant à ce que vécu en 1998 la France, après la victoire en coupe du monde des Zidane, Karembeu, Djorkaeff, Thuram... La France dite «Black-Blanc-Beur», phénomène social salué de manière quasi unanime par l'opinion publique française, censée représenter le modèle idéal de la démocratie égalitaire, qui promeut l'intégration de ses immigrés. Nous savons tou-te-s ce qu'il advint lors des présidentielles, quatre ans plus tard seulement, avec la présence de Le Pen au 2^e tour. Attendons donc le 24 septembre avant de nous enflammer.

Réd.



Léon Blum (SFIO), Maurice Thorez (PCF), Roger Salengro (SFIO, ministre de l'intérieur). Au second rang, derrière Blum et Thorez, et en train de se rouler une cigarette, se trouve Edouard Dalladier (Parti Radical, ministre de la défense).

DOSSIER

Le temps des fronts populaires

Il y a septante ans, l'Espagne et la France connaissaient leurs premiers gouvernements de gauche élus. Pour marquer l'événement, nous revenons sur les différentes expériences de fronts populaires, espagnol, français mais aussi chilien au fil d'un dossier qui retrace les étapes de leur évolution, des conditions de leur formation à celles de la défaite en passant par la joie de l'éphémère victoire.

Quelles sont les concessions que sont prêtes à faire les différents partis au nom de l'intérêt collectif? Retracer la genèse d'un front populaire, c'est déterminer quel est le minimum commun entre des tendances qui ont parfois cru ne pas en avoir. L'union réalisée, quels furent les succès des fronts populaires? Surtout comment arrivèrent-ils à dialoguer avec les éternels sans-voix, ces sans-voix qui, pour une fois, usèrent de la leur pour porter une coalition qui se disait leur représentant? Enfin, après la genèse, après la mise en œuvre de réformes, il faudra bien aborder les échecs et les désillusions car les fronts populaires provoquèrent une hostilité des uns proportionnelle à l'espoir des autres.

Que celles et ceux qu'un dossier sentant la naphthaline effraie ne s'en détournent pas trop vite. Car ces expériences passées ont beaucoup à apprendre à la gauche d'aujourd'hui. Après plusieurs années de règne social-démocrate à peine troublé par des partis communistes usés, la gauche bouge et il est primordial que ses composantes n'aient pas de réflexes égoïste ou sectaire. L'union fait la force, il n'est jamais mauvais de le rappeler...

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort

Mobilisation générale contre la LEtr et la LAsi.

Page 3

National

Le PSS adopte son programme économique.

Page 12

La rédaction vous propose: suggestions d'été.

Pages 14-15

A l'école de l'uniforme

Ah! le retour à l'ordre! Chez nos voisins français, la candidate socialo-royaliste l'a dit: les jeunes en difficulté doivent être placés dans des «structures à encadrement militaire». La hiérarchie, l'ordre, la discipline: rien de tel pour vous remettre ces racailles sur le droit chemin. C'est que, nos jeunes sont de plus en plus violents, paraît-il. Et aussi de plus en plus mal habillés. Une reprise en main s'impose.

Halte aux strings qui dépassent et aux caleçons qu'on devine sous les jeans taille basse! Halte aux marques qui corrompent l'esprit de notre belle jeunesse! Contre la violence, le racket, les inégalités sociales et les pulsions sexuelles; pour faire régner l'égalité, la discipline et l'ordre: une seule solution – pas si nouvelle, mais il paraît que c'est dans les vieux pots autoritaires qu'on fait les meilleures soupes – le grand retour de l'uniforme à l'école.

Oh, certes, pas l'uniforme de grand-papa ou la blouse de grand-maman. Non, l'uniforme «djeun», si possible cool, et même un peu «yo». Mais pas cool comme l'entendraient les enfants – incapables qu'ils sont de savoir ce qui est bon pour eux – cool comme l'imaginent les pédagogues et les designers. Cool comme les uniformes que certains écolier bâlois vont porter, avec baskets et pulls à capuche. Le retour à l'ordre, mais avec le style. Car dans cette affaire, le problème est moins de faire en sorte que les jeunes soient mieux habillés, il faut juste qu'ils n'aient plus le choix. Il faut seulement que ce soit l'institu-

tion qui leur impose leur style d'habillement, avant de réformer aussi leur style de vie.

Et l'hypocrisie est atteinte sous couvert de justice sociale. On fournit des uniformes aux enfants pour que tous soient égaux, paraît-il, en oubliant un peu vite que les inégalités sociales se combattent dans leurs origines, pas dans leurs manifestations les plus anecdotiques. En oubliant aussi que pour une égalité factice d'habillement en classe, combien plus violente sera la différence en dehors. En oubliant enfin que les inégalités sociales en classe se marquent moins par le vêtement que par le «capital culturel» infiniment différent des plus riches et des plus pauvres.

Si l'enjeu est de combattre les inégalités sociales, des moyens supplémentaires affectés à l'école, des cours d'appuis plus nombreux, le développement des institutions culturelles, seraient autrement plus efficaces. Si le problème est le coût pour certaines familles des vêtements, des subsides d'habillement pourraient parfaitement être développés. Mais il ne s'agit pas de ça.

Le retour à l'ordre a toujours été la solution de ceux qui n'ont pas de solutions. Le traitement sécuritaire des problèmes sociaux aussi. Les questions que soulèvent la jeunesse et l'éducation méritent un peu plus d'imagination. Et aussi, un peu plus de confiance dans la capacité des jeunes à être des individus libres et autonomes – y compris dans le choix de leurs vêtements.

Romain Felli

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr. 29.–

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF),
André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM),
Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM),
Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schær (MS),
Jean Tschopp (JT), Christian Vullioud (CV),
Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel
Cambrosio, Dan Gallin, Lyonel Kaufmann,
Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard,
Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric
Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary,
Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane
Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Kevin
Luximon, Alexandre Mariéthoz, Philipp
Müller, Yves Steiner.

Webmaster:

Kevin Luximon.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

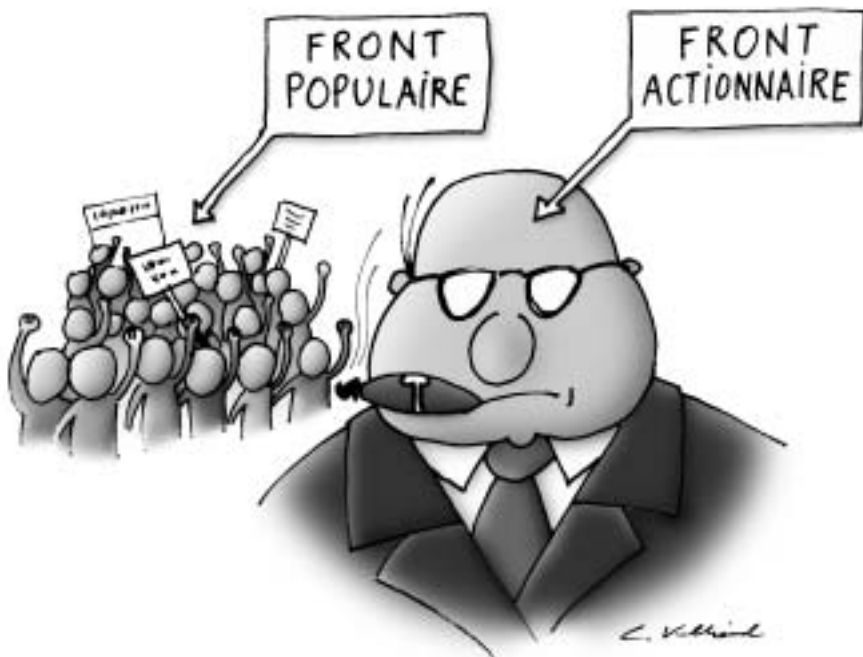
Christian Vullioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Gare aux enthousiasmes faciles!
- 2 A l'école de l'uniforme
- 3 Asile et étrangers: mobilisation générale pour le double NON le 24 septembre
- 4 Les révisions de la LEtr et de la LAsi vont aussi précariser le marché du travail
- 4 La Suisse viole les libertés syndicales... et elle l'assume!
- 5 à 10 Dossier: *Le temps des fronts populaires*
- 11 France: Madame Royal et les éléphants
- 11 Le courage au service du pacifisme
- 12 Le pot-pourri économique du PSS
- 13 Genève: une réforme de l'assistance juridique à combattre
- 14-15 Que faire cet été sans *Pages de gauche*? La rédaction vous conseille...
- 16 La dernière – Agenda



Asile et étrangers: mobilisation générale pour le double NON le 24 septembre

Pages de gauche a souvent évoqué les durcissements de le LEtr et de la LAsi, c'est pourquoi nous ne détaillons pas le contenu de ces deux lois, mais rappelons la logique des mesures indignes, qui conduiront à davantage de stigmatisation des personnes d'origine étrangère en Suisse.

Par Valérie Boillat,
co-présidente de la commission
Asile et migration du PS genevois.

Samedi 17 juin 2006, journée des réfugié-e-s, 11'000 personnes manifestent à Berne contre des textes législatifs qui sont certainement la démonstration la plus inquiétante de l'alignement total d'une majorité des représentant-e-s de la droite sur les positions de

l'UDC. Quelques exceptions notoires: une ancienne collaboratrice personnelle de Ruth Metzler, Isabelle Chassot, aujourd'hui Conseillère d'Etat fribourgeoise s'exprime contre la loi sur l'asile, ou une libérale vaudoise, Suzette Sandoz, qui monte au créneau contre le pouvoir d'appréciation laissé aux fonctionnaires d'état civil de célébrer ou non un mariage. Assez rare pour être sou-

ligné! Le rejet des deux lois par le Gouvernement de Bâle Ville est aussi un signe de résistance important. Espérons que d'autres villes et cantons lui emboîtent le pas.

LA PEUR DE LA «SURPOPULATION ÉTRANGÈRE»

L'enjeu du 24 septembre, comme à chaque votation sur ce thème, nous ramène aux racines de la politique migratoire suisse. Alors replantons le décor. La veille de la manifestation, le Professeur Jean-François Bergier rappelait, à l'occasion des 70 ans de l'Organisation suisse d'aide aux réfugié-e-s (OSAR) une tradition humanitaire suisse à géométrie variable, en fonction de l'appartenance religieuse, nationale ou idéologique. Le meilleur exemple est évidemment la libéralité dont fit preuve la Suisse envers les opposant-e-s au communisme.

Bien avant de légiférer sur l'asile – la loi date de 1979 – l'utilitarisme et l'obsession de la «surpopulation étrangère» – terme dont la longévité fait proprement peur puisqu'il se trouve toujours à l'article 16 de l'actuelle loi sur le séjour et l'établissement des étrangers – donnaient donc le ton. Dès lors qu'un *Office central de police des étrangers*

est créé en 1917, l'idée selon laquelle certaines catégories d'étrangers sont «inassimilables» et qu'il faut s'en prémunir s'impose. En plein antisémitisme des années vingt, la cible est vite trouvée. Mais, si les cibles vont évoluer, le pli est pris!

La Suisse a émis une réserve à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1967, afin de préserver sa marge de manœuvre dans la législation sur les immigré-e-s. Les personnes sont en effet traitées différemment au moment de l'admission en Suisse, mais le sont également, lors d'un séjour légal en Suisse, selon qu'elles sont turques ou tchadiennes, ou au contraire allemandes. Au chapitre de l'asile, l'exclusion de l'aide sociale sera étendue à l'ensemble des requérant-e-s d'asile débouté-e-s. L'aide d'urgence pourra être réduite. Les requêtes de personnes dépourvu-e-s de passeports ne seront plus examinées. Une personne étrangère risquera deux ans de prison et un-e mineur-e un an, sans l'ombre d'une condamnation pénale! Discrimination et soupçon: c'est avec ces lunettes réductrices que s'appréhende la migration (Voir aussi entretien p. 4).

3 QUESTIONS À RUTH DREIFUSS, ANCIENNE CONSEILLÈRE FÉDÉRALE, PRÉSIDENTE DU COMITÉ NATIONAL POUR LE DOUBLE NON

Pages de gauche: Pourquoi avez-vous décidé de présider le comité national contre les deux lois?

Ruth Dreifuss: Avant tout, parce que la question de l'accueil réservé par la Suisse aux étrangers et étrangères me préoccupe depuis ma petite enfance (vécue à l'ombre du nazisme) et mes premiers engagements politiques (à l'heure des migrations italienne et espagnole et des initiatives xénophobes). D'autre part, j'étais disponible, du fait que je n'exerçais pas de fonction incompatible avec un engagement de ce type, et j'ai pensé que je pouvais être utile à cette cause qui m'est chère.

Pdg: Comment avez-vous trouvé la manifestation du 17 juin qui a mobilisé 11'000 participant-e-s?

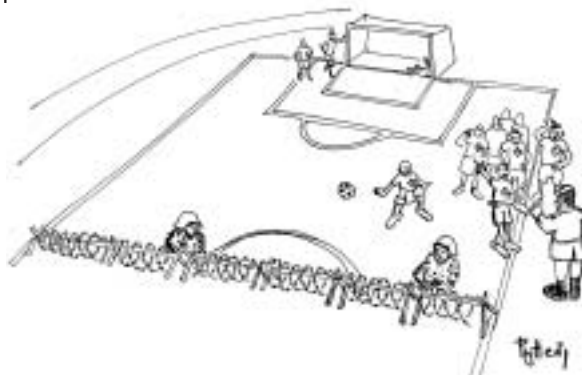
RD: J'ai été heureuse de voir des personnes que l'on ne rencontre généralement pas à des manifestations de rue. Ce sont des personnes qui, à titre personnel, se sentent interpellées par le sort fait aux réfugié-e-s, aux travailleur-euse-s étranger-ère-s et plus généralement aux migrant-e-s. Par ailleurs, il régnait une grande discipline. Certain-e-s manifestant-e-s qui parfois se plaisent à provoquer le service d'ordre ont fait preuve de retenue, par respect à l'égard des personnes directement concernées par les lois contestées, certaines ayant subi dans leur pays des violences policières, d'autres étant dépourvues d'autorisation de séjour. En peu de mots: la manifestation a exprimé un sentiment de responsabilité citoyenne.

Pdg: A la tribune, vous avez dit qu'il fallait voter non à la loi sur les étrangers/ères et à la révision de la loi sur l'asile au risque sinon que nos petits-enfants aient un jour honte de nous, une phrase forte!

RD: En légiférant sur l'asile à la fin des années '70, la Suisse a voulu tirer les leçons de la seconde guerre mondiale et éviter que des situations dramatiques ne se reproduisent. Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'asile en 1981, il y a eu une érosion progressive de la capacité d'accueil. Nous avons pris des engagements internationaux, mais avons de plus en plus de peine à les satisfaire. Et nous vivons pourtant actuellement dans une situation tellement plus favorable que lors de la guerre. Nous demander ce que nos petits-enfants penseront de nous devrait nous questionner plus souvent.

LETR ET LE NÉANT

EN 2008, IL FAUDRA ACCUEILLIR DES ÉTRANGERS...



Les révisions de la LEtr et de la LAsi vont aussi précariser le marché du travail

Trois questions à Silvia, membre du Collectif des travailleuses et travailleurs sans statut légal de Genève.

Pages de Gauche: Vous avez manifesté à Berne samedi 17 juin à l'appel de très nombreuses organisations. Comment avez-vous trouvé la mobilisation et les messages de la manifestation?

Silvia: Il y avait pas mal de monde, mais à mon avis, l'année dernière à la même date symbolique, nous étions plus nombreux. J'ai été déçue que les personnes sans statut légal n'aient pas eu davantage voix au chapitre et que notre représentation à la tribune n'ait pas pu terminer correctement son intervention. Je comprends que le temps est compté dans

une telle manifestation, mais étant donné l'importance des actes symboliques, quelques minutes de plus auraient pu nous être accordées. Nous, les Sans papiers, avons peu d'opportunités pour exprimer notre point de vue sur les deux lois. Il faut aussi se demander si on veut vraiment mobiliser les travailleuses et travailleurs. Le syndicat Sit, à mon avis, le fait, Unia (Silvia est membre d'Unia) a peut-être plus de soucis d'argent actuellement et est davantage en retrait. J'aimerais quand même dire que là, ce n'est pas une critique mais plutôt une réflexion.

Depuis que vous êtes en Suisse, remarquez-vous une évolution, en bien ou en mal, dans les mentalités à l'égard, en général, des personnes d'origine étrangère?

Je pense que l'intolérance envers les étrangers a augmenté, le discours raciste et xénophobe a fait de nous les émigré-e-s un butin électoral pour la droite. Son discours, qui amalgame requérant-e-s et délinquant-e-s, migrant-e-s et profiteurs/euses, a servi aux partis de la droite suisse d'arguments pour flexibiliser le marché du travail. Pour elle, nous sommes l'armée des réservistes qui lui permet de pratiquer le dumping salarial.

Quelle est le message que vous aimeriez faire passer par rapport à la revendication des collectifs de Sans-papiers en Suisse?

Notre revendication s'articule autour de «un travail = un permis». Nous avons besoin de travailler et, vous, vous avez besoin de mains prêtes pour les boulots que personne ne veut. Reconnaissons cette réalité et travaillons à l'unité des travailleuses et travailleurs. Les deux lois vont tout à fait dans le sens contraire.

Propos recueillis par Valérie Boillat.

La Suisse viole les libertés syndicales... et elle l'assume!

Après plus de deux ans de travail, l'USS a réussi à faire admettre une plainte auprès de l'OIT. Une première.

Cette plainte est axée autour de trois griefs: la protection insuffisante contre les licenciements antisyndicaux par le droit suisse, tout d'abord, ce qui met la Suisse en porte-à-faux avec la convention 98 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT); le remplacement des syndicats par des commissions du personnel ensuite; enfin, la baisse que connaît le nombre de CCT signées en Suisse. Pour la première fois de son histoire, la Confédération a donc dû aller s'expliquer devant la commission des normes de l'OIT. Lors de l'audition, elle a réfuté l'ensemble des critiques de l'USS et vient de se fendre d'un rapport provisoire sur les libertés syndicales.

REMISE EN CAUSE DE L'OIT

Outre le déni de tout problème sur ce plan, la Confédération a adopté une position scandaleuse, dont voici un petit extrait du rapport intermédiaire du Conseil fédéral adopté au mois de juin (disponible

sur le site du SECO): «*Les principes démocratiques suisses (...) n'accordent aucune légitimité démocratique à la procédure en cours devant le Comité, voire à une éventuelle recommandation du Comité* [de la liberté syndicale du Conseil d'administration de l'OIT] *au Gouvernement préconisant une révision législative, ce d'autant plus que la convention n° 98 n'est pas directement applicable dans l'ordre constitutionnel et juridique suisse.*» Réaction à chaud de Jean-Claude Prince, secrétaire central de l'USS: «*Ce rapport est indigne de l'Etat qui accueille le siège de l'OIT! Il met en cause la légitimité de la commission et donc de l'OIT elle-même!*». Juste indignation... c'est un peu comme dire que l'OIT n'a pas à dénoncer le travail des enfants en Birmanie si la législation birmane le permet. Le Conseil fédéral doit fournir, en septembre, un plus vaste rapport sur la question des libertés syndicales... une affaire à suivre donc!

Julien Wicki

LE MANAGER OPPORTUNISTE

C'est officiel, Jens Alder, ancien chef de *Swisscom*, sera dès novembre le nouveau chef du groupe danois de télécommunication *TDC*. Petit détail en passant, *TDC* possède une filiale qui n'est autre que *Sunrise*.

Au moment de la séparation d'avec *Swisscom*, l'accord concernant son départ prévoyait qu'il perçoive son salaire durant une année encore en plus d'une indemnité d'un million et demi... Dans l'arrangement signé avec *Swisscom* figurait également une clause prohibant la concurrence et imposant un devoir de confidentialité sur les affaires touchant le domaine des télécommunications. Et bien quoi? Qu'allez-vous chercher? De concurrence entre *Swisscom* et *Sunrise*, il n'est pas question, voyons!

Rappelons encore qu'en 2002, Alder se donnait beaucoup de peine pour convaincre les membres du Conseil fédéral de ne pas libéraliser le dernier kilomètre. Redoutable lobbyiste, il visita toutes les antichambres des départements. Chez les socialistes, il n'hésita pas à user d'arguments aux accents langoureux, arguant de l'importance pour un pays de conserver la haute main sur les infrastructures essentielles. Emouvant plaidoyer pour le Service public!

Durant l'année 2005, il désire au contraire développer *Swisscom* à l'étranger et trouve soudain que l'ange tutélaire d'un jour s'apparente à un briseur de rêves, l'empêchant de déployer des ambitions à la hauteur de son extraordinaire talent!

Sortie réussie, donc, avec son départ au Danemark. S'exilant provisoirement sous d'autres cieux, parions qu'il reviendra, par la bande, lorsque le monopole sur le dernier kilomètre tombera, dès 2007, et arrachera avec *Sunrise* des parts de marché en Suisse. Manière aussi de laver au passage l'affront de l'opération ratée de vente de *Swisscom* et de savourer sa vengeance face à la Confédération, qui osait brider son génie.

CM

DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

Unité mon amour

Pour la gauche, peu de questions ont l'importance qu'a celle de l'unité. Elle se pose, sous des formes différentes, à tout niveau, de l'international au plus local. La Suisse ne déroge pas à la règle comme en témoigne le triste exemple de la désunion de l'extrême gauche genevoise et le «remake» des *Liaisons dangereuses* dont nous gratifient les Verts et les Socialistes. Le militant de gauche, un peu naïf comme il se doit, peine à comprendre ces dissensions internes. Certes, les différentes composantes de la gauche divergent sur la méthode de dépassement du capitalisme, mais toutes se retrouvent sur des valeurs fondamentales, de l'affirmation que les pauvres ne sont pas des fainéants qui s'ignorent à celle que la solidarité est une plus belle valeur que la concurrence. La pluralité des visions et des interprétations a toujours été l'une des caractéristiques, souvent enrichissante, de la gauche. Mais lorsque cette caractéristique a des conséquences néfastes, de la perte d'une élection à la chute de la démocratie, le militant de gauche a de quoi être dépité.

L'ESPOIR DE L'UNITÉ

A ce dépit est proportionnelle l'espérance que véhicule l'improbable unité réalisée par certaines gauches: les fronts populaires...

S'il y a une image fédératrice gravée aux cœurs des militants de gauche, c'est bien celle-là: le Front Populaire français qui, en 1936, symbolise l'unité ouvrière contre le péril fasciste; le *Frente Popular* espagnol, dans son sillage, qui, dès juin 1936, prend



Soldats républicains faisant le salut anti-fasciste (Robert Capa, Montblanc, Tarragona, 1938).

les armes pour défendre la République contre la Réaction; l'*Unidad Popular* d'Allende qui, en 1970, marche sur les traces d'un précédent front porté au pouvoir en 1938 et qui apporte un espoir immense, espoir assassiné le 11 septembre 1973. *El pueblo unido jamás sera vencido...* A l'heure de fêter les septante ans des fronts populaires français et espagnol, il nous est paru opportun de revenir sur ces expériences. A une approche linéaire, nous avons préféré une approche transversale, car ces expériences, dans leurs similitudes, ont beaucoup à nous apprendre. Comment se construit l'unité, quel est le terreau qui lui permet de croître? Quel est ce plus petit dénominateur commun qui fédère les gauches? Le pouvoir conquis, encore faut-il frotter une

unité de papier à la rude réalité de l'application d'un programme.

Force est de constater que le «plus petit dénominateur commun» ne signifie pas «programme minimaliste» car, des nationalisations aux expropriations en passant par les congés payés ou la semaine de 40 heures, ces gouvernements ont mené, ou ont essayé de mener, des réformes en profondeur. Et le peuple? Sensé être le premier à bénéficier de ces réformes, il ne s'est jamais contenté de n'être qu'un électeur ou une électrice, mais a donné sa chair aux fronts populaires et, ces réformes, il les a conquises de haute lutte. Enfin, le dernier point commun de ces périodes d'unité a été, malheureusement, leur brièveté. Attaqués violemment par la Réaction – de la droite parlemen-

taire aux fascistes, en passant par l'Eglise ou les militaires – minés par des fêlures internes, aucun de ces fronts n'a constitué une expérience durable.

DE L'EXPÉRIENCE À LA LÉGENDE

Cette brièveté a sans aucun doute contribué à la mythification de ces expériences. Mais elle ne suffit pas à expliquer cet engouement qui semble se moquer des années. En termes d'impacts réels, le bilan est plutôt mitigé. Alors pourquoi? Parce que les fronts populaires, avec toutes leurs imperfections, sont l'illustration que la gauche peut, par l'union, conquérir le pouvoir et dépasser les déchirures fraternelles.

Julien Wicki

Alliances et programmes, le plus petit dénominateur commun.

6

Progrès sociaux: des victoires pour et par le peuple.

7

Bilan économique et culturel, de Blum à Allende.

8

Les raisons de la chute des fronts populaires.

9

En Uruguay, le front populaire est d'actualité.

10

DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

L'alliance de la carpe et du lapin permet à la gauche de conquérir le pouvoir

Avec l'appui du centre, la gauche accède enfin au pouvoir. Quel sera le prix à payer en termes de programmes? Chaque composante suit en effet sa propre logique. Analyse.

«Un contrat passé entre la classe populaire et la classe moyenne». C'est ainsi que le leader communiste français Maurice Thorez définissait à juste titre le concept de front populaire dont il est à l'origine. Autrement dit, non seulement l'union de la gauche (socialiste, communiste, voire même, en Espagne, antistalinienne et, en partie, anarchiste) avec le soutien des syndicats de toutes tendances, mais également du «centre» radical (France et Chili des années 30), républicain (Espagne) ou démocrate-chrétien (Chili, 1970), c'est-à-dire de partis bourgeois réputés «progressistes».

LES ORIGINES

Dans les années 30, quinze ans après le Congrès de Tours et la scission historique entre communistes et socialistes en France, l'Internationale communiste, qui rejetait auparavant toute alliance avec les bourgeois et les traîtres réformistes, changea son fusil d'épaule et décida d'encourager les fronts populaires pour lutter contre la montée du fascisme. En France et en Espagne, la République était en danger et il était ainsi

logique que les partis centristes qui l'incarnaient se mobilisent. D'autre part, en Espagne, un système électoral de type outrageusement majoritaire rendait une large alliance indispensable.

Quant aux socialistes, ils cherchaient des alliés sans lesquels ils ne pouvaient exercer le pouvoir, seule manière de transformer la société dans le but de dépasser le capitalisme (le but des socialistes des années 30 comme de ceux d'Allende, eh oui!). Convenons-en donc, l'alliance, du point de vue idéologique, tenait un peu de la carpe et du lapin. Le centre entendait en effet, au mieux et pour son aile gauche, s'en tenir à des réformes sociales, à quelques «aménagements» du capitalisme. Pour le futur président du Conseil français Léon Blum, il s'agissait donc en somme de faire un «bout de chemin» avec les radicaux.

LES PROGRAMMES

Le comble est que ces derniers, qui s'opposaient à l'inclusion de vastes nationalisations dans le programme du Front populaire, seront soutenus par les communistes, qui leur préférèrent la pla-

nification pure et simple. Ainsi, pour reprendre la formule de Jean Lacouture dans sa biographie de Blum, les radicaux ont, avec le soutien des communistes, «réussi à raboter ce programme dans un sens aussi banalement unanime que le leur». Seule subsistera donc la nationalisation des industries de guerre et la réforme de la Banque de France.

Pas révolutionnaire, mais ambitieux, le Front populaire français revendiquait tout de même le désarmement et la dissolution des ligues fascistes, l'abrogation des lois restreignant la liberté de la presse, l'organisation d'émissions radiophoniques d'État avec égalité des organisations politiques à l'antenne, des libertés syndicales pour tous, la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, la création d'un fonds national de chômage, un plan de grands travaux, le soutien des coopératives agricoles, etc.

L'Unité populaire chilienne d'Allende se montrera beaucoup plus audacieuse. La «voie chilienne vers le socialisme» consistait, ni plus ni moins, en l'instauration d'un système socialiste par les voies légales et démocratiques. Outre la réforme du système de santé, la poursuite des réformes de l'éducation entreprises par le démocrate-chrétien sortant Eduardo Montalva Frei, un programme de lait gratuit pour les enfants, le programme comportait aussi une réforme agraire et la nationalisation à grande échelle de certaines industries.

L'ARRIVÉE AUX AFFAIRES

La différence fondamentale entre les premiers fronts populaires et l'expérience de l'Unité populaire est là. L'UP, contrairement aux premiers, visait une véritable révolution démocratique. La

démocratie chrétienne, dont le candidat Tomic a pourtant fait campagne passablement à gauche lors de la présidentielle, ne fait d'ailleurs pas partie de l'Unité. Allende, face à Tomic et au conservateur Alessandri, obtient 36% des suffrages et c'est le Parlement qui doit trancher. Allende obtient le soutien démocrate-chrétien contre l'assurance qu'il respectera la Constitution...

Au contraire, les radicaux français et les républicains espagnols ont non seulement pesé de tout leur poids sur le programme commun, mais joueront également un rôle central au sein même des gouvernements. Dans le Chili des années 30 et 40, les trois présidents issus du Front populaire furent des radicaux. Outre les socialistes, trois communistes seront intégrés en 1946 pour la première fois au gouvernement, mais ne resteront pas longtemps. Sous la pression étatsunienne, le PC sera même finalement interdit en 1948. En Espagne, où le système électoral donne une confortable avance au Front populaire vainqueur de justesse, les républicains laisseront bientôt la place aux socialistes, alors que la guerre s'installe peu après la victoire du Front populaire.

En France, les radicaux sont en perte de vitesse, alors que les communistes progressent. C'est ainsi que la présidence du Conseil sera confiée non à un radical mais au socialiste Blum, les communistes soutenant le gouvernement de l'extérieur, comme «ministère des masses». Pour la première fois, le gouvernement est à dominante socialiste et comporte trois femmes, avant même l'adoption du suffrage féminin. Et Léo Lagrange est nommé sous-secrétaire aux sports et loisirs, «ministre de la paresse» selon la droite...

Cyril Mizrahi



DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

Des victoires pour et par le peuple

Une victoire d'un front populaire, c'est par essence la victoire du peuple. Quel rôle celui-ci joue-t-il dans cette victoire, puis dans les transformations sociales menées par ces gouvernements? Opprimé et tenu à l'écart, il devient soudainement acteur...

Toutes les victoires des fronts populaires sont précédées par une recrudescence de la contestation sociale, recrudescence qui contribue fortement à politiser l'électorat de gauche, classe ouvrière au premier plan, et à rendre possible une victoire électorale. Dans le Chili des années 60, la contestation est principalement portée par les paysans, suite à l'échec de la réforme agraire menée par une Démocratie Chrétienne à bout de souffle. Les *tomas* (appropriations) illégales se multiplient et la répression gouvernementale se fait de plus en plus forte, alors que le nombre de grévistes, tous secteurs confondus, augmente de 500% en cinq ans.

En France, la situation est moins exacerbée. Le nombre de grèves, depuis 1930, stagne et les effectifs des deux grands syndicats, la CGT et la CGTU, s'érodent. En 1935, ces syndicats décident de la fusion, rythmée par une base qui, multipliant les fusions locales, traduit syndicalement ce que le Front Populaire incarnera sur le plan politique. C'est ce genre d'initiatives qui illustre le mieux l'aspiration d'unité qui traverse le mouvement ouvrier de ces années.

LE POUVOIR CONQUIS. ET MAINTENANT?

Avant même que les réformes ne débutent, la simple victoire de la gauche change considérablement la donne. Les scènes de liesse en témoignent, le peuple considère que c'est sa victoire. Il dispose, pour la première fois en Espagne et en France, et pour la seconde fois au Chili, d'un gouvernement élu qui se dit être son représentant. En France, on peut mesurer immédiatement l'attente qui anime la classe ouvrière: le nombre de grèves double pendant mai 1936.

Après une période d'apaisement, le 2 juin, à la surprise générale, les grèves reprennent et s'étendent, cette fois-ci, à l'ensemble des catégories professionnelles. Socialistes et communistes appellent à l'ordre, le gouvernement Blum se constitue le 5 dans l'urgence, héritant d'un pays qui commence à manquer de matières premières. Près de deux millions de grévistes, toutes les régions de France concernées, le mouvement est impressionnant. Il conduit à la signature des accords de Matignon qui, le 7 juin, reconnaissent entre autres le droit syndical et prévoient une hausse des salaires de 7 à 15 %. Le 8 juin, les organisations ouvrières crient victoire... mais déchantent vite. Les grèves, loin de prendre fin, s'étendent. Le gouvernement Blum fait voter dans l'urgence les premiers congés payés de deux semaines, qui obtiennent 563 voix contre 1, et la réduction du temps de travail hebdomadaire de 48 à 40 heures, pourtant bien plus controversée, qui obtient bien plus que les voix de gauche. Le 11, la gauche commence un long travail de négociation avec les ouvriers pour mettre un terme aux grèves. Blum peut alors mesurer l'attente qui émane de la classe ouvrière à son égard. Son gouvernement entreprend plusieurs réformes sociales d'importance, conformément à son programme: droit aux allocations de chômage, âge de la fin de la scolarisation obligatoire fixé à 14 ans, démocratisation des études secondaires, etc.

Dès son accession au pouvoir, en 1970, Allende prend une série de mesures sociales dont l'objectif est clair: rendre la parole aux minorités du pays. Face à une inflation galopante, il rehausse les salaires moyen et minimum et bloque la hausse des prix pour les produits de première

nécessité. Des mesures telles que la distribution gratuite d'un demi-litre de lait quotidien pour chaque enfant du pays ou d'une paire de chaussure annuelle contribuent, à leur niveau, à l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres. Il entreprend aussi la construction de 120'000 nouveaux logements et une vaste campagne d'alphabetisation, alors que 11,7% de la population est encore analphabète, une condition qui revenait à lui ôter, jusqu'alors, tous ses droits politiques!

LA RESPONSABILITÉ DE LA GAUCHE

Ces différents exemples montrent le lien étroit que les fronts populaires ont entretenu

avec celles et ceux pour qui ils se battaient. Pour rendre la conquête du pouvoir possible, la simple entente entre responsables politiques ne suffit pas, l'aspiration au changement doit provenir de la base et être portée par elle. Si tel est le cas, la victoire en tant que telle induit un profond bouleversement dans les rapports sociaux, entre le gouvernement et les différentes classes sociales. Les gouvernements d'unité populaire ont compris l'espérance placée en eux et ont essayé de rendre la parole aux sans-voix. C'est là tout l'enjeu que doit saisir une gauche victorieuse: comprendre l'espérance placée en elle et ne pas la décevoir.

Julien Wicki

LES SYNDICATS ESPAGNOLS FACE À LA GUERRE

En Espagne, devant la dérive autoritaire du gouvernement en place, socialistes et anarchistes se soulèvent en octobre 1934 à divers endroits. Mais le soulèvement échoue et une terrible répression s'abat sur les militants de gauche. Ces événements convainquent la gauche espagnole de la nécessité de l'union et même la CNT, le puissant syndicat anarchiste, déroge à ses principes et ne fait pas campagne pour l'abstention lors des élections qui portent le *Frente Popular* au pouvoir. Le gouvernement n'a malheureusement pas le temps de mettre en œuvre la politique pour laquelle il a été élu. Il gagne les élections en février 1936 et la guerre civile éclate en juillet. Pendant ce court laps de temps, il essaie de reprendre les réformes débutées par le gouvernement Azana en 1931, sans succès. Dans les premiers mois de la guerre, les ouvriers espagnols, syndiqués à l'UGT, socialiste, et à la CNT, anarchiste, jouent un rôle prépondérant. C'est notamment la mobilisation ouvrière qui empêche le coup d'Etat militaire de parvenir à ses fins à Madrid et Barcelone. Ce sont surtout les syndicats qui, dès le début de la guerre, prennent en main une partie de l'industrie de la zone républicaine, abandonnée par les patrons. Ils assurent aussi, dans les premiers mois, une partie du ravitaillement. Enfin, les milices ouvrières, les colonnes anarchistes notamment, fournissent de nombreux combattants.

JW

DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

Bilan économique: de Blum à Allende

Dans la France de 1936, les cent jours du gouvernement de Front populaire sont impressionnants du point de vue des progrès obtenus par les travailleurs. Sous la pression des grèves massives, le patronat cède sur toute la ligne (voir article p. 7).

Malgré une dévaluation destinée à favoriser les exportations, la progression du pouvoir d'achat reste significative, contrairement aux idées reçues. Ce d'autant si l'on tient compte de la réduction du chômage (y compris partiel), estimé de 37% à 50%.

En termes de nationalisations, le bilan des réalisations est en revanche décevant. Certes, la tutelle de l'Etat sur la Banque de France sera renforcée et le droit de vote ne sera plus réservé aux 200 plus gros actionnaires (!). Les industries d'ar-

mement et plus tard, sous le ministère radical de Chautemps, les chemins de fer, seront en partie nationalisés, moyennant cependant coquettes indemnités et maintien des anciens dirigeants. Enfin, un office sera créé, chargé d'acheter le blé à un prix unique fixé pour l'année et de stocker les excédents afin de palier les carences de ce marché.

Mais le caractère isolé de ces exemples démontre que les gouvernements de Front populaire s'en sont tenus à leur timide programme (voir p. 6). Malgré l'ampleur des mouvements sociaux de l'été 1936, Blum estima que les conditions d'une transition vers le socialisme n'étaient pas réunies.

Telle ne fut pas l'analyse d'Allende en 1970; l'ampleur des réformes entreprises en témoigne, malgré l'absence de majorité parle-

mentaire de l'UP. Toutes les propriétés de plus de 80 hectares furent expropriées et redistribuées sur la base d'une loi approuvée sous le précédent gouvernement démocrate-chrétien. Le gouvernement encouragea la mécanisation de l'agriculture et facilita l'accès au crédit des petits paysans.

Il nationalisa le cuivre, la première ressource du pays, moyennant quelques concessions mineures. Les deux plus grands entreprises du secteur, étasuniennes, ne touchèrent pas un sou,

la valeur des actifs expropriés étant largement compensée par les bénéfices antérieurs jugés excessifs. L'Etat prit le contrôle de 21 banques sur 26, sans même passer devant le parlement. La campagne lancée par le gouvernement avait en effet suffi pour que les petits actionnaires cèdent massivement leurs actions. Enfin, la nationalisation s'étendit à 150 entreprises industrielles en situation de monopole au moyen d'une ancienne loi datant de 1932.

Cyril Mizrahi

**LA BELLE FRANCE
(HYMNE DU FRONT POPULAIRE FRANÇAIS)
PAROLES ET MUSIQUE DE JEAN VILLARD GILLES**

Sur la route du passé
Vois-tu venir la France?
Quell'belle garce, la riguedondé (...)
Vive la rose rouge
Dorée comme épis de blé
Dès son adolescence
A couché la riguedondé
Avec ces rois bien rablés
La belle alliance!
Ont ma foi bien travaillé
A chaque délivrance
Accouchait d'une cité
Terre de plaisance
Terre à vignes, terre à blé
Elle a grandi la France
En remplissant vos greniers
La rigue, la riguedondé
Vive la rose rouge et le joli bleuet
Elle a souffert, a lutté
Pour son indépendance!
A chanté la riguedondé
L'amour et la liberté
Mais désespérance!
A vu le fruit se gâter
Là trop d'abondance
Ici trop de pauvreté
Trop de différence
Son grand cœur
S'est révolté
Reprenant sa balance
A rêvé d'égalité
La rigue, la riguedondé
Vive la rose rouge et le joli bleuet
Qu'à mon bouquet j'ajoute
Sur la Bastille a sauté
La Carmagnole de danse
Citoyens la riguedondé
Salut et Fraternité

Vive l'espérance!
Le soleil faisait monter
La bonne semence
Mais les gros rats empestés
Ceux de la Finance
Et leurs féodalités
Oh la sinistre engeance
Ont corrompu la cité
La rigue, la riguedondé
Vive la rose rouge et le joli bleuet
A mon bouquet j'ajoute
Un brin de blanc muguet
Mais entendez-vous monter
Du fond du grand silence
Cet appel la riguedondé!
De tous les déshérités?
Assez de souffrances!
Mur d'argent, obscénité
Ombre sur la France
On te refera sauter
Un jour patiente!
Liberté, Egalité
Ces grands noms qui t'offensent
Redeviendront vérité
La rigue la riguedondé
Alors au soleil d'été
O, verra la France
Qu'elle est belle la riguedondé
Saluant l'Humanité
Marchant en cadence
A ses grands yeux étoilés
Le ciel se fiance
Elle est comme un beau voilier
Sur la mer qui danse
Terre de la liberté
Alors pour ta défense
Tous voteront sans hésiter
La rigue la riguedondé

CULTURES POPULAIRES

«Un besoin social», c'est dans ces mots que les dirigeants du Front populaire français justifient les mesures prises par le gouvernement en matière de loisirs et de politique culturelle. Les premiers «bibliobus» commencent à circuler pour amener le livre aux recoins les plus éloignés de la province. Le théâtre s'efforce d'être plus populaire. Il y a les chansons, dans les cortèges, dans les auberges de jeunesse ou encore dans les campings et gîtes qui se remplissent grâce aux congés payés. Outre des fameux chansonniers comme Jean Villard-Gilles, d'autres musiciens soutiennent la gauche. L'avant-gardiste Arthur Honegger compose la musique de «Jeunesse». Bref, l'effort de démocratisation de l'accès à la culture et de la culture tout court est constant.

Trente-cinq ans plus tard, au Chili de l'«Unité populaire», la culture occupe également une place centrale au sein du projet socialiste. C'est la période de gloire du «Canto nuevo» incarné par des groupes comme Quilapayún et Inti Illimani ou des chanteurs comme Víctor Jara, que les militaires assassinèrent au lendemain du coup d'Etat. Il y a aussi Isabel et Angel Parra, les enfants de Violeta, compositrice de «Gracias a la vida» transformée plus tard en succès planétaire par Mercedes Sosa. En plongeant aux racines du folklore paysan conspué par la droite, ces musiciens créent une nouvelle manière de faire en intégrant instruments traditionnels et paroles progressistes voire révolutionnaires. Les écrivains et poètes chiliens sillonnent le pays à l'instar de Pablo Neruda qui reçoit le Prix Nobel de littérature en 1971. La fameuse maison d'édition du gouvernement de Salvador Allende, Quimantú, fondée en février 1972, édite cinq millions de livres bon marchés en une année. Enfin, dans l'art pictural, s'inspirant du muralisme mexicain de Rivera, Orozco et Siquieros, des brigades de peintres utilisent chaque coin de mur vierge pour rappeler à travers des fresques les objectifs de la gauche, l'aspiration à un avenir socialiste.

Philipp Müller

Pour en savoir plus:

<http://www.memoriapopular.cl/>

<http://www.abacq.net/imaginaria/sumario.htm>

DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

Les raisons de l'échec

La défection du centre en France et la prise de pouvoir de l'armée en Espagne mettront fin prématurément aux fronts populaires. Ces deux éléments viendront à bout d'Allende, trois ans après son arrivée au pouvoir.

Les victoires des fronts populaires, obtenues à l'arrachée, ne firent pas que des heureux. Le patronat et la bourgeoisie étaient d'emblée hostiles et firent de leur mieux pour entraver l'action gouvernementale. Dans un climat politique extrêmement violent, l'extrême droite ne ménageait pas ses attaques. Ainsi, Blum fit l'objet d'attaques antisémites; il fut même physiquement pris à parti.

En 1970, le général chilien Schneider, partisan de la neutralité de l'armée qu'il dirige, est même assassiné. La presse de droite n'est pas en reste: ses calomnies causeront le suicide du ministre de l'Intérieur français Salengro. A l'occasion de manifestations, de grèves et d'occupations, les affrontements entre partisans et opposants des fronts populaires débordent largement du champ politique. Le «désordre social» et le «chaos» sont évidemment imputés aux fronts populaires.

La droite était déterminée à empêcher par tous les moyens les fronts populaires de mener leurs mandats politiques à terme, ce qui aurait signifié, estime-elle à tort ou à raison, la fin des privilèges de la classe dominante. En France et au Chili, elles rallient bientôt le centre. Les radicaux français et les démocrates-chrétiens chiliens de 1970, représentants de la «classe moyenne» petite-bourgeoise, et d'abord ouverts au progrès social, retournent leur veste, leur aile droite ayant repris le dessus à l'interne.

En France, le gouvernement Daladier, notamment avec l'arrivée du ministre de droite Reynaud aux finances et sa remise en cause des 40 heures, marque l'agonie du front populaire avant même de nouvelles élections législatives. Au Chili, Allende parvient à gouverner sans le parlement, mais celui-ci, le 22 août 1973, finit par déclarer l'UP illégale et par

«sommer» l'armée de choisir entre l'exécutif et le législatif. Avec le soutien démocrate-chrétien. Le 11 septembre 1973, une junte militaire dirigée par le général Pinochet renverse Allende qui refuse l'exil et meurt assassiné ou se suicide, selon les versions.

L'armée est aussi la solution choisie par la droite espagnole. Elle n'a toutefois guère à attendre. Contrairement au Chili, les militaires espagnols sont rapidement convaincus et tentent un coup d'Etat dès l'été 1936, quelques mois seulement après l'arrivée au gouvernement du Front populaire. C'est la guerre civile; l'Espagne est coupée en deux. Le gouvernement républicain entérine la dissolution de l'armée. La défense est confiée à des groupes armés organisés par les syndicats et partis ouvriers. L'Espagne républicaine remporte dans un premier temps quelques victoires mais

sera finalement vaincue par les troupes franquistes en 1939.

En Espagne comme au Chili, l'avènement de dictatures militaires n'aurait certainement pas été possible sans les soutiens respectifs de l'Axe et des Etats-Unis. Ironie du sort, le gouvernement Blum, quant à lui, était divisé sur le soutien à la République espagnole, la gauche pacifiste se retrouvant aux côtés de l'aile droite radicale pour refuser l'intervention.

Enfin, les divisions de la gauche contribuent également à affaiblir les fronts populaires. En Espagne, les groupes armés de la gauche en arrivent même à se battre entre eux. Au Chili, la surenchère du MIR (extrême-gauche) ne facilite pas la tâche d'Allende. En France enfin, la «pause» décrétée par Blum dans les réformes provoque la perte du soutien communiste.

Cyril Mizrahi

1981, l'union ratée de la gauche française

Dès la fin des années cinquante, les conditions politiques et sociales semblaient réunies pour la constitution d'une union de la gauche française. Mais celle-ci échoua à conquérir le pouvoir. Petite histoire de cette ultime tentative d'unité...

La France des années 50 et 60 est riche en contestation sociale. C'est tout d'abord la lutte anti-colonialiste qui mobilise avec, comme catalyseur, la guerre d'Algérie qui débute en 1954 et contribue à la politisation de toute une génération. La guerre du Vietnam prend ensuite le relais, bientôt suivie par les mobilisations de 1968. Longtemps réduits à une révolte d'adolescents gâtés, les événements de mai 1968, en France, furent bien plus: plusieurs millions de grévistes, un pays immobilisé, le plus vaste mouvement depuis... les grèves de juin 1936.

VERS L'UNION DE LA GAUCHE

Une contestation sociale sans précédent, une régénération de la gauche par une nouvelle génération de militants soixante-huitards, les conditions semblent réunies pour qu'une

nouvelle union de la gauche prenne forme. Une telle union est dans l'air dès 1965 où une plate-forme de la gauche non-communiste, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) est créée sous l'impulsion de Mitterrand. Suit la mise à mort de l'ancienne SFIO, qui est à bout de souffle, écrasée par un PCF hégémonique et discréditée par ses positions sur la décolonisation notamment. Lui succède, le 4 mai 1969, le nouveau Parti socialiste, un PS qui, en 1971, arrive à unir sous sa bannière les différents clubs et tendances de gauche: la CIR de Mitterrand notamment, qui devient Premier Secrétaire du Parti la même année. Le 26 juin 1972, le PS et le PC signent un «programme commun de gouvernement», programme signé, quelques jours plus tard par les radicaux de gauche. L'union semble faite, reste à

savoir si elle sera synonyme de victoire. Malheureusement, en 1974 la gauche rate d'un rien la majorité et Mitterrand – avec 49,2% des voix! – est battu par Giscard d'Estaing. Ces élections constituent une étape capitale dans le rapport de force au sein de la gauche puisque le PS obtient le même nombre de voix que le PC, une première depuis 1946.

L'UNION NE RÉSISTE PAS AU TEMPS

Les échéances électorales suivantes font progresser la gauche mais font surtout progresser le PS qui prend systématiquement le pas sur le PC. En 1977, le parti communiste décide de rompre l'accord conclu avec les socialistes, idéologiquement parce que le PS, estime-t-il, mène une politique de collaboration de classe, stratégiquement parce que le PC se rend compte que le PS tire seul les avan-

tages de leur union. En 1981, Mitterrand est donc élu comme candidat socialiste, et non comme candidat de la gauche, même s'il reçoit le soutien de cette dernière pour le second tour. Le PS a donc pu accéder seul au pouvoir, pouvant se passer d'un PC vieillissant. D'ailleurs, les communistes participent d'abord au gouvernement mais, dès 1983, s'en retirent et les socialistes gouvernent seuls. Cet échec, qui, pour bénéficier de la politisation de son électeurat, aurait dû intervenir dès les élections de 1968, reste la dernière tentative française d'union de la gauche. Que cette perspective semble lointaine aujourd'hui alors qu'au sein d'un même parti, les luttes fratricides ont pris le pas sur cet objectif qui peut sembler un peu naïf: battre la droite.

Julien Wicki

DOSSIER: LE TEMPS DES FRONTS POPULAIRES

«Les yeux dans l'utopie, les pieds dans la réalité»: le front populaire à l'uruguayenne

A juste titre, l'Amérique Latine est considérée comme le laboratoire de nouvelles expériences de gauche. Du turbulent anti-libéralisme du président vénézuélien Chavez, au péronisme de l'argentin Kirchner en passant par l'ancien syndicaliste brésilien Lula, l'Amérique latine nous offre aujourd'hui un panel hétéroclite de différentes expériences de gauche. Comment mieux clore notre dossier qu'en donnant la parole à l'une de ces expériences, l'uruguayenne, qui, depuis trente ans, a choisi la voie du front populaire. Ce front est bien entendu différent de ceux que nous vous avons présenté. Et pourtant... les similitudes sont frappantes: une organisation qui s'appuie sur la base, une victoire précédée d'une agitation sociale, un programme social ambitieux... Décidément, il semble bien y avoir une dynamique des fronts populaires.

Entretien avec Alberto Perez-Iriarte, représentant du Parti Socialiste de l'Uruguay en Suisse.

Pages de Gauche: Comment est né le Frente Amplio (Front Elargi) uruguayen ?

Alberto Perez-Iriarte: Le Frente Amplio est un cas unique en Amérique latine, en raison de la profonde implantation de la gauche révolutionnaire dans la société uruguayenne. Fondé en 1971, pour faire face aux partis de droite, le Frente Amplio regroupa 21 partis allant de la gauche au centre, en plus de l'extrême gauche. Démocrates-chrétiens, communistes et socialistes, ainsi que le Mouvement armé de libération nationale des Tupamaros, se réunirent, non sans compromis notamment de la part des communistes, dans une coalition hétérogène. Le programme était d'ailleurs «progressiste», mais sans mesures concrètes, avec tout de même une ligne de collaboration de classe et de non-rupture avec la matrice socio-démocratique. L'union fut néanmoins concluante, puisque le Frente Amplio obtint 20% des suffrages aux élections de 1971, avant le coup d'Etat de 1973 fait par la junte militaire redoutant une révolution marxiste-léniniste.

Qui est Tabaré Vazquez et comment s'est passé la prise de pouvoir par le Frente Amplio ?

Né en 1940 et diplômé de la faculté de médecine en 1972, Vazquez est depuis le début des années '90 une figure centrale du paysage politique uruguayen. Candidat malheureux aux élections présidentielles en 1994 (30% des voix) et en 1999 (45% au deuxième tour), la troisième fois fut la bonne, celle qui permit en 2004 au docteur social-démocrate Vazquez de soigner les maux

de la petite république, en devenant dès le premier tour le premier président de gauche dans l'histoire uruguayenne à la tête de la puissante coalition du Frente Amplio. Avec 30 % des voix, le MPP (mouvement populaire dirigé par les anciens guerrilleros Tupamaros) sera la première composante de cette majorité de gauche, et le Parti Socialiste de l'Uruguay la deuxième (22%). Ce succès s'explique notamment par les suites de la crise économique de 2002, fatale à la droite, mais douloureuse aussi pour la population : la corrida financière emporte 45% des dépôts bancaires, le prix du dollar double, le produit intérieur brut (PIB) s'effondre, le chômage grimpe à 20% et le pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté atteint 40%. Pourtant, aucune crise politique ni déstabilisation, mais un débat sur le terrain électoral.

Quels sont les axes du gouvernement Vazquez ?

La priorité du nouveau gouvernement de gauche au pouvoir en Uruguay depuis le 1er mars 2005 est claire: aider les milliers d'uruguayens qui vivent sous le seuil de pauvreté. Incorporation aux postes de travail, accès à la santé et à l'éducation, promotion de l'inclusion sociale, alphabétisation technologique, formation de bénévoles et de promoteurs socio-culturels, construction d'un état social, accélération du processus de démocratisation sociale sont les quelques axes du plan d'urgence gouvernemental, à l'image du slogan «Éduquer pour mettre un terme à la pauvreté».

Le jour de l'élection de Vazquez, a été également adoptée une loi (unique au monde !) prévoyant que l'eau reste pour toujours dans le domaine public.

Quelles sont les racines populaires du Frente Amplio ?

Depuis ses débuts, le Frente Amplio a pénétré dans la société grâce aux denses comités de base (300 aujourd'hui), où se groupent en espaces de socialisation militants et activistes. S'est ainsi construite une véritable identité «frenteamplista» qui a dépassé les identités antérieures, et c'est une des particularités de la gauche uruguayenne. La gauche a d'ailleurs développé une hégémonie culturelle bien avant d'être majoritaire au niveau électoral. Les milieux universitaires, musicaux, théâtraux et même footballistiques sont, depuis plus d'un demi-siècle, des bastions de la gauche. Le Front élargi, vieux aujourd'hui de trente ans, a ainsi longtemps été dans l'opposition, en jouant pleinement son rôle de mouvement populaire d'éducation politique, ainsi que de colonne centrale d'un très large front populaire.

Quelles similitudes ou différences peut-on voir avec les fronts populaires français, chilien et espagnol ?

Il s'agit davantage de différences que de similitudes. Face au combat d'arrière-garde des masses laborieuses dans les fronts populaires occidentaux, l'Uruguay connaît une vraie résistance au néo-libéralisme et c'est le résultat direct d'une accumulation historique, mesurée et progressive vers un régime national-populaire. La première force politique du Frente Amplio au pouvoir est une force dont les racines proviennent de la lutte révolutionnaire des années '70.

On dit Vazquez plus proche de Lula et Kirchner que de Morales et

Chavez. Est-ce à dire qu'il se contente de gérer le capitalisme, sans volonté de transformation sociale ?

En l'espace de quelques années, tout l'équilibre géopolitique du continent latino-américain s'est modifié. Mis à part la Colombie, où la réélection d'Alvaro Uribe fait figure d'exception, presque tous les pays ont élu des dirigeants de gauche. La démocratie et la gauche balbutient encore, mais la vague rose avance : elle est devenue en peu de temps le laboratoire de la gauche, alors qu'hier encore la région était l'arrière-cour des Etats-Unis. Le virage à gauche du continent est ainsi déjà consommé, mais c'est une réalité géostratégique et idéologique multiforme, voire contradictoire, où les pays ne marchent pas au même pas ni forcément vers le même objectif.

Quelles perspectives pour l'Uruguay de demain ?

La prise de fonction de Tabaré Vázquez implique un virage historique. Pour la première fois en 34 ans de lutte, une force de gauche accède au pouvoir. Le nouveau gouvernement uruguayen doit bâtir un pays sur des ruines, notamment celles d'un pays de services instauré par le néolibéralisme. Mais si la gauche latino-américaine n'envisage pas avec audace cette nouvelle période de changements, elle risque de rester prisonnière d'un pseudo-réalisme et de se couper des mouvements sociaux de masse qui ont insufflé un contenu radical à la lutte anticapitaliste. Le destin de la gauche uruguayenne rejoint ici celui de la gauche latino-américaine et internationale.

Propos recueillis par Cyril Mizrahi et Salima Moyard

France: Madame Royal et les éléphants

Les grandes manœuvres ont commencé chez nos voisins français, en vue des présidentielles de 2007. Chaque écurie affine son poulain. Certains choix s'imposent d'eux même. On voit mal qui pourrait contester la prééminence de Nicolas Sarkozy ou de Jean-Marie Le Pen, dans leurs partis respectifs. A gauche, la tradition démocratique laisse le champ un peu plus ouvert. Les Verts s'y sont déjà engouffrés et presque perdus avec une duel enlisé entre Yves Cochet, le *fundî*, et Dominique Voynet la *réalo*. L'extrême-gauche se tâte, mais le «front uni de la gauche du non» laisse apparaître quelques lézardes. Olivier Besancenot, Arlette Laguiller et José Bové se sont déjà déclarés. On attend encore la candidate du PCF.

Chez les socialistes les choses sont un peu plus compliquées encore. Pour la candidature à la candidature, les éléphants fourbissaient déjà leurs armes: Laurent Fabius (un soudain héraut de l'anticapitalisme), DSK, Jack Lang, Bernard Kouchner, un Lionel

Jospin en semi-retraite, etc. Rien de nouveau sous le soleil, donc.

PUIS VINT SÉGO

Ségolène Royal, énarque, a été conseillère de Mitterrand, puis ministre de l'environnement sous Bérégovoy, ministre à l'enseignement puis à la famille sous Jospin, et finalement présidente du Conseil Régional de Poitou-Charentes. Un CV a faire pâlir bien des hommes, mais qui n'impressionne guère la vieille garde machiste: «qui va garder les enfants?» a déclaré finement un éléphant du PS à l'annonce de sa candidature. Car Ségolène a de quoi faire trembler les vieilles structures: elle a su se créer l'image d'une personne compétente, proche des gens et profilée sur des dossiers porteurs.

En même temps, les déclarations récentes de la candidate Royal font douter de son ancrage à gauche, si ce n'est dans une gauche moraliste et autoritaire. On observe chez Royal une stratégie fortement orientée sur l'ordre bien qu'il soit défini comme un «ordre juste», ce

qui ne signifie pas grand chose, mais a le mérite d'adoucir un thème aux relents par trop droitiers. Visiblement ce positionnement vise à ratisser plus large dans les sondages, vers un électorat populaire qu'un discours trop «laxiste» aurait rebuté. Pour cette raison ou pour une autre, la stratégie royale fonctionne et la candidate picto-charentaise caracole en tête des sondages. Elle sortirait même gagnante d'un éventuel duel avec Nicolas Sarkozy. Ce faisant, Ségolène Royal vise à s'imposer comme la candidate incontournable des socialistes, avant même la désignation interne au parti.

UNE STRATÉGIE ORIGINALE

En axant sa campagne sur l'opinion publique en général, et la bonne tenue dans les sondages, Ségolène Royal s'est peut-être aliénée une part des militants historiques du PS qui sont sensés la désigner. Mais en même temps, le PS a fortement changé de composition militante en quelques mois, depuis l'introduction de l'adhésion à 20 €.

Une foule de nouveaux militants, récemment gagnés à la politique et au PS pourraient bien peser fortement sur les résultats du scrutin interne. Ainsi, Ségolène aurait réussi le tour de force de se faire désigner candidate en faisant mentir l'adage de son mentor miterrandien: «si les élections se gagnent au centre, le parti se gagne à gauche»!

Quoiqu'il en soit, on ne peut s'empêcher de penser que le système présidentiel français touche ici à ses limites. Les débats politiques essentiels sont passés au second plan, derrière les questions de personne. Toute l'attention est focalisée sur la présidence et le programme de législature n'est l'objet d'absolument aucun débat, comme si tout le monde s'était résigné au rôle de croupion dévolu au parlement. C'est peut-être l'enseignement principal de cette campagne pré-présidentielle: la république monarchique est à bout de souffle. En attendant la VIème république...

Romain Felli

Le courage au service du pacifisme

«Par la menace que représentait mon engagement, j'ai reçu un accompagnement protecteur de Peace Brigades International (PBI). Cela m'a sauvé la vie.» Eloyda Mejía Samayoa s'engage pour la protection du lac Izabal au Guatemala et contre l'exploitation des mines. Ses dénonciations ont mis sa vie en danger depuis 2004.

Odile Cuénoud,
collaboratrice scientifique PBI

Dans les pays rongés par un conflit armé, les défenseurs des droits humains, des libertés démocratiques et des justices sociales peinent à faire entendre leur voix sans être victimes de menaces, de pressions, d'enlèvements ou d'exécutions. Porteparole des groupes défavorisés, ils dénoncent les violations des droits humains et exigent que justice soit rendue. L'engagement d'avocats, de syndicalistes, de défenseurs des droits des femmes ou de l'environnement dérange. Les militants paient souvent très cher leur courage.

PROTECTION EFFICACE

Ce sont eux que les équipes de volontaires de PBI s'engagent à défendre depuis 25 ans en Colombie, au Mexique, au Guatemala, en Indonésie et au Népal. L'objectif de cette organisation non gouvernementale n'est pas d'apporter une solution extérieure dans un pays en conflit, mais plutôt d'aider des initiatives locales dans leur propre démarches. Elle offre ainsi un accompagnement protecteur non armé aux militants ou organisations locales menacées à cause de leur engagement.

ESPACE POUR LA PAIX

La tâche des volontaires est très précise: elle

consiste à accompagner les personnes menacées, sans jamais intervenir dans leur travail. Cette retenue est le fruit d'un choix. Les volontaires de PBI laissent aux acteurs locaux la responsabilité de mener leur combat. «Ce que nous apprécions par-dessus tout est le fait qu'ils ne se mêlent pas de notre travail, ils s'engagent à protéger nos vies, et cela quelques fois en nous accompagnant 24h sur 24h», nous dira un défenseur des droits humains au Mexique, Alejandro Cerezo. Par leur seule présence, ils souhaitent assurer la protection des personnalités exposées, créant ainsi un espace de paix

et de modération. Nombre de ces activistes auraient dû fuir leur pays s'ils n'avaient pu bénéficier d'un accompagnement protecteur. A ce jour, aucune personne protégée par la présence des PBI n'a été exécutée.

En Suisse, PBI fait un travail de sensibilisation, de lobby politique, de formation des volontaires, mais aussi de formation continue sur la non-violence. Le mois prochain, un atelier de préparation pour les futurs volontaires aura lieu à Genève.

Pour plus d'informations sur PBI:
www.peacebrigades.ch

Le pot-pourri économique du PSS

Le 24 juin à Delémont, le PS Suisse adoptait son nouveau programme économique. Retour sur les débats.

Le PS Suisse a su apprendre des erreurs du passé. En 2002, Rudolf Strahm, fervent défenseur de la libéralisation du marché de l'électricité, livrait à l'Assemblée des délégué-e-s un projet de programme économique très synthétique qui mit rapidement le feu aux poudres. A l'aube du débat sur le projet de Loi sur le marché électrique (LME), la gauche du PS voulait affirmer l'importance de la défense des services publics dans un PS divisé sur la question depuis le Congrès de Lugano en 2000. Le projet de programme économique n'y voyait pas une priorité. Les socialistes romands attaquèrent, les alémaniques et quelques têtes du PS les suivirent. Démarche antidémocratique, projet trop libéral, figures de la droite du parti à sa tête: une majorité des délégué-e-s avaient de bonnes raisons de s'opposer à cette mouture et décidèrent de la mettre dans un tiroir.

ON NE PREND PAS LES MÊMES ET ON RECOMMENCE

Mais la direction du PS ne pouvait se priver d'un tel document plus longtemps. Le PS, de plus en plus suivi sur ses thèses économiques (paquet fiscal, investissements dans la formation, travail des femmes), se devait de disposer d'un programme cohérent en la matière. Début 2004, le débat sur le dépassement du capitalisme reprend de l'ampleur avec le projet de refonte du programme du parti. Le PS craint de s'emballer dans un débat trop fondamental pour lui et relance l'élaboration du programme économique. Valable pour les 10-15 années à venir, il est calibré pour répondre concrètement aux enjeux d'aujourd'hui et évite la division sur les perspectives à plus long terme qui font toujours peur à une frange importante du PS en Suisse alémanique.

ADDITIONNER LES PROPOSITIONS POUR NE PAS DIVISER LE PARTI

L'initiative du PSS est habile. Là où il commettait l'erreur de donner les rênes de la politique économique du parti à une tendance, la stratégie fut cette fois-ci bien plus démocratique et devint celle de l'inclusion. Effet pervers: le programme s'étend sur plus de 150 pages dont on peine à tracer les axes forts et bien difficiles à résumer ici. Il y a donc autant d'avis sur ce programme économique que de lecteurs. Sans nul doute, il n'a pu aboutir que parce que l'on a contourné l'obstacle de la synthèse. En parallèle, la perspective économique du PS tend à l'exhaustivité... Difficile de trouver après ce passage devant l'assemblée des délégué-e-s un thème oublié. Et tant mieux!

LA GAUCHE GAGNE UN PEU... MAIS PAS ASSEZ

La gauche du parti ne peut être fière de ce programme, mais elle

peut «vivre avec». La socialisation, la démocratisation, la redistribution des richesses restent des notions trop marginales dans ce programme. Point positif: les jeunes socialistes ont étonnamment pu graver dans l'introduction d'un programme dans l'ensemble très pragmatique le fait que la perspective du dépassement du capitalisme devait rester le but programmatique du PS. C'est une victoire d'étape importante en vue du débat sur le programme du parti. Les PS romands ont pu graver dans le marbre l'opposition à toute libéralisation et toute privatisation en matière de services publics avec l'appui du Comité directeur. Le programme reste trop frileux en matière de démocratisation de l'économie et la logique de marché séduit encore trop de socialistes en ce qui concerne des secteurs comme l'agriculture, fait symptomatique d'un parti s'identifiant aveuglément à la défense des consommateurs-trices plutôt qu'à celles des salarié-e-s. Tant dans le processus d'amendement qu'à l'assemblée même, la gauche du parti reste toutefois la principale force de proposition sur le thème économique, symbole réjouissant alors que les attaques contre les travailleuses et travailleurs se font d'autant plus vives.

Avec son nouveau programme économique, le PS Suisse veut «civiliser» l'économie et fait preuve d'un réformisme prudent. Dans l'immédiat, il fixe à l'économie pour but de garantir le plein emploi et la croissance. C'est légitime mais c'est oublier que l'économie n'est qu'un instrument pour un but bien plus important: permettre aux hommes et aux femmes de vivre dans une société juste, dans l'égalité et non l'équité, un monde du travail qui permet à ses membres de s'épanouir dans leurs activités. Mais, au fait, le capitalisme permet-il une telle société? Le PS Suisse risque de faire d'«Agir maintenant, réfléchir plus tard» sa nouvelle doctrine.

Arnaud Bouverat

LES PATATES NE POUSSENT PAS DANS LES SUPERMARCHÉS PÉTITION CONTRE LA PA 2011: HALTE À L'EXODE RURAL

A l'avenir, on devrait compter de moins en moins d'agriculteurs qui devraient produire de manière toujours plus rationnelle l'alimentation pour les habitants de villes de plus en plus grandes. L'OMC et divers traités de libre-échange s'occupent de stimuler la concurrence, qui d'année en année fait disparaître des milliers d'exploitations agricoles. Les réformes successives des politiques agricoles en Europe se plient toutes à ce dogme, la PA 2011 en Suisse comme la Politique Agricole Commune (PAC) 2007-2013 de l'Union Européenne.

La tendance à la production alimentaire de masse concentrée sur un nombre réduit de zones bien déterminées s'accroît. A El Ejido en Andalousie par exemple, des millions de tonnes de légumes sont produites hors-saison pour le marché européen par des milliers d'ouvriers immigrés qui travaillent dans des conditions sociales inacceptables.

La plupart d'entre nous ignorent tout de la dégradation des modes de production de notre nourriture. L'industrialisation croissante de la production alimentaire a provoqué la grippe aviaire, la dissémination d'OGM, la vache folle et la viande aux hormones. Du coup, ceux qui veulent manger sainement se rassurent au moyen d'innombrables certificats de qualité pendant que la majorité doit se contenter d'une production de masse bon marché, fabriquée n'importe où et dans n'importe quelles conditions.

La Coopérative Européenne Longo mai a lancé une pétition contre la PA 2011, qui:

- projette de faire disparaître la moitié des fermes suisses soit au moins 32'000 places de travail;
- veut décourager les jeunes d'apprendre les métiers agricoles;
- porte en elle le transfert du travail agricole vers une main-d'œuvre facilement exploitable. Plus on augmente la taille des exploitations, plus il faut de travailleurs occasionnels en saisons. Paysannes et paysans expérimentés doivent laisser la place à des ouvrières et des ouvriers effectuant un travail à la chaîne;
- fait de la terre agricole à nouveau un objet de spéculation;
- encourage une agriculture grande consommatrice de pétrole, qui utilise plus de calories qu'elle n'en produit;

Il faut agir et œuvrer dès maintenant pour un nouveau contrat entre agriculture et société. Citadins et ruraux sont concernés car il s'agit de notre alimentation et cela nous concerne tous.

La pétition est soutenue par le syndicat paysan *Uniterre*, l'*Association Suisse Industrie et Agriculture*, le *Forum Civique Européen*, l'association *Laines d'ici*, ... La pétition ainsi que la brochure «Les patates ne poussent pas dans les supermarchés» peuvent être commandées auprès de Longo mai, le Montois, 2863 Undervelier, fax: 032/4267706 ou téléchargées sur le site www.halte-exode-rural.org

Le projet de programme économique peut être téléchargé sur www.pssuisse.ch

Genève: une réforme de l'assistance juridique à combattre

Par Christian Dandrès, étudiant en droit et membre du PS genevois.

LA RÉFORME EN QUELQUES MOTS

La Suisse s'est attachée tôt à développer un système de protection des droits fondamentaux. Elle a intégré dans son ordre juridique un catalogue complet de droits civils et politiques. Parmi ceux-ci figurent en bonne place le droit à être assisté gratuitement d'un conseil juridique dans une procédure judiciaire.

Ce droit à l'assistance juridique est mis en œuvre par les cantons. A Genève, la chose est réglée par un règlement. La personne nécessiteuse qui bénéficie de l'assistance juridique gratuite voit ses frais de justice et ses honoraires d'avocat pris en charge par l'Etat. Ce dernier peut demander dans des cas limités le versement d'une contribution mensuelle. La gratuité est la règle, la contribution l'exception.

Le Conseil d'Etat genevois prévoit de modifier ce principe de base. L'assistance juridique gratuite céderait le pas à des avances remboursables.

LE DEGRÉ ZÉRO DU DÉBAT POLITIQUE: TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VONT

L'Etat social s'est construit en Suisse par une série de mesures qui se sont succédées. Aux piliers de la sécurité sociale (assurance chômage, assurance maladie, etc.) se sont ajoutées des petites mesures de soutien aux classes défavorisées. Ces développements saccadés se sont faits au gré des tensions politiques, des pressions exercées par les travailleurs et leurs organisations, et les différentes associations représentant les laissés-pour-compte de l'économie helvétique. Les partis bourgeois, qui ont toujours détenu le pouvoir à Berne et presque toujours dans les cantons, ont gouverné à vue en matière de politique sociale. Ainsi, le système social suisse tient plus de la stratification que d'un tout cohérent.

Cette structure permet aujourd'hui à ceux même qui avaient donné des garanties au peuple de les lui reprendre. Le Conseil d'Etat genevois n'est pas en reste. Les 73 mesures qui doivent ramener le canton à l'équilibre financier sont symptomatiques. Elles démontent les acquis sociaux un à un.

De droits, les acquis sociaux sont passés au statut de largesses. La chose frise le cynisme lorsque Couchepin préconisait la retraite à 67 ans, elle pousse au dégoût lorsque le Conseil d'Etat genevois propose de modifier l'assistance juridique. Et c'est toujours la même rengaine qu'on nous sert. Il s'agirait de responsabiliser le citoyen, de débusquer les abus, de faire comprendre en quelque sorte aux prestataires que les temps ont changé, qu'il leur faut désormais être raisonnables : qu'un travailleur est fait pour travailler et un miséreux pour végéter. Cette argumentation reste en deçà du politique, dans l'espace de la morale. A aucun moment les initiateurs de la modification de l'assistance juridique n'ont questionné la place que tient cette institution dans la structure démocratique de la société. Ils se sont contentés d'un discours *managérial*, teinté de démagogie. En effet, l'exposé des motifs du projet donne dans le catastrophisme: les coûts «exploseront», la réforme va les «maîtriser», comme l'on ferait d'une voie d'eau ou d'une maladie contagieuse. En revanche, c'est en vain que l'on cherchera une analyse des causes de

l'augmentation des demandes et des octrois de l'assistance, ainsi que l'impact d'une telle mesure d'économie.

QUE LA GAUCHE COMBATTE CE PROJET!

Avec ce projet, le Conseil d'Etat est au degré zéro du débat politique. Une question aussi fondamentale que l'accès à la justice pour les classes populaires mériterait meilleur sort. La chose paraît s'imposer d'autant plus que dans la situation de tension sociale qui caractérise la société genevoise, le juge occupe une place centrale de médiateur. Ces quelques millions dont le Conseil d'Etat voudrait faire l'économie sont des investissements nécessaires à la stabilité de la collectivité et de l'Etat, au même titre que les coûts engendrés par l'exercice des droits populaires comme le référendum ou l'initiative.

Depuis le retour en force du néo-conservatisme, la gauche fait barrage à la destruction des acquis politiques et sociaux. Cette modification de l'assistance juridique se pare d'atours cosmétiques, faisant croire qu'elle n'aura que peu d'incidences. Mais il n'en est rien. A la gauche genevoise de combattre ce projet.

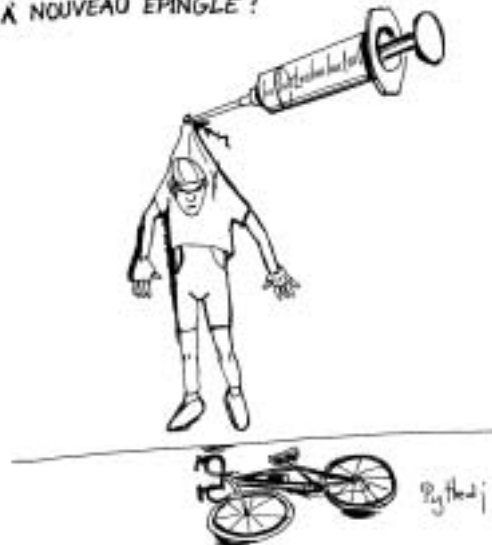
EN BREF

Nouvelle politique d'insertion vaudoise

Résultant principalement d'une collaboration étroite entre le département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et le département de la formation et de la jeunesse (DFJ), respectivement dirigés par les socialistes Pierre-Yves Maillard et Anne-Catherine Lyon, le canton de Vaud disposera dès août 2006 d'un nouvel instrument de lutte contre la désaffiliation des jeunes adultes à l'aide sociale. Une centaine de personnes bénéficiant d'un encadrement adéquat entrent en effet dans ce programme intitulé «FORJAD» pour une durée maximale de quatre ans au bout duquel ils et elles devraient se retrouver avec un certificat fédéral de capacité (CFC) ou un titre de reconnaissance d'une formation professionnelle sur deux ans. En cas de succès, l'expérience pourrait être élargie. Par ce biais, il s'agit de contrer une évolution alarmante en cours dans tous les cantons, à savoir l'accroissement du nombre de jeunes adultes à l'aide sociale sans formation professionnelle. Dans le canton de Vaud, 60% des 1700 jeunes adultes concernés entre 18 et 25 ans se trouvent dans cette situation.

GROUPE PHARMA

DOPAGE: LE CYCLISME
À NOUVEAU EPINGLÉ!



Que faire cet été sans *Pages de gauche*?...



**JONATHAN COE,
LE CERCLE FERMÉ,
GALLIMARD**

Jonathan Coe reprend ici l'histoire interrompue avec la fin de son dernier roman (que l'on peut lire indépendamment). *Bien-*

venue au club (Gallimard, 2003) suivait un groupe de jeunes gens dans l'Angleterre des années 1970. *Le Cercle fermé* ausculte leurs vies au cours des années Tony Blair. Mêlant magnifiquement les histoires individuelles et l'histoire collective Coe arrive à créer une atmosphère haletante, de destins qui s'entrecroisent. L'un d'entre eux devenu député, puis sous-ministre blairiste, constitue l'exemple même du cynisme en politique et des dérives sociales-libérales que connaît le pays depuis une quinzaine d'années. Car au-delà, de la prouesse littéraire, cet ouvrage constitue la féroce, mais habile, critique d'un système politique.

RF



**JARED DIAMOND,
EFFONDREMENT. COMMENT LES
SOCIÉTÉS DÉCIDENT DE LEUR DIS-
PARITION OU DE LEUR SURVIE,
GALLIMARD**

Pourquoi certaines civilisations survivent-elles pendant des siècles, alors que d'autres disparaissent de la surface de la Terre? Le géographe américain Jared Diamond répond dans ce livre (best-sel-

ler aux Etats-Unis) par un mélange complexe d'influences environnementales et sociales. Il va chercher dans l'histoire des grandes ou petites civilisations anciennes disparues (l'exemple de l'île de Pâques est particulièrement intéressant, mais aussi celui des Vikings) et dans des sociétés contemporaines, la réponse à cette question cruciale. D'après lui 5 facteurs sont essentiels à la survie ou à la disparition des sociétés: les destructions environnementales; un changement climatique; des voisins hostiles; des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux; et les réponses apportés par chaque société à ces enjeux. Magnifiquement écrit, se lisant comme un roman, ce livre est la lecture obligatoire de l'été pour tous ceux qui veulent comprendre vraiment les défis écologiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés.

RF



**ALLAIN LEPREST,
DONNE MOI DE MES NOUVELLES**

Leprest est de retour... Lui qui distille ses CD au compte goutte, il nous a gratifié, fin 2005, d'un nouvel opus. Pour celles et ceux qui ne le connaissent pas – ce qui est un tort – ce breton vaguement alcolo est considéré par ses pairs comme le plus talentueux faiseur de textes



**DANIEL PENNAC,
LE DICTATEUR ET LE HAMAC,
GALLIMARD**

Certes, ce livre date de 2003... mais la version poche, bien plus pratique à transporter entre le sandwich et la bouteille d'eau dans le sac de plage, est sortie en 2005.

La quatrième de couv' plante le décor: «*ce serait l'histoire d'un dictateur agoraphobe qui se ferait remplacer par un sosie. Ce serait l'histoire de ce sosie qui se ferait à son tour remplacer par un sosie. Mais c'est surtout l'histoire de l'auteur rêvant à cela dans son hamac. Et c'est l'éloge du hamac : ce rectangle de temps suspendu dans le ciel.*»

Pennac joue au moins autant avec le lecteur qu'avec son récit, improbable scénario tragico-comique. Le féru de littérature, *birkenstock* et chaussettes, trouvera captivant ces récits gigognes, cet exercice sur le procédé de création littéraire. Les autres se laisseront porter sur les pistes entremêlées, tantôt tendres, tantôt comiques, de Pennac. Et le voyage mérite d'être entrepris...

JW



**ANTOINE CHOLLET,
LA SUISSE, NATION FÊLÉE.
ESSAI SUR LE NATIONALISME
HELVÉTIQUE,
PRESSES DU BELVÉDÈRE**

Au moment où les drapeaux suisses sont en rupture de stock dans les magasins et fleurissent sur les balcons pour saluer les bons

résultats de notre équipe nationale de football, le livre d'Antoine Chollet apporte des réflexions stimulantes sur la question de l'identité suisse et de ses fondements. Partant du constat que la Suisse ne dispose pas des attributs traditionnels fondant les nations au 19^e siècle (un peuple, un territoire, une langue), l'auteur souligne l'importance des mythes politiques à la base de notre identité nationale. Le caractère artificiel de ceux-ci ainsi que la diversité des identités cantonales amènent l'auteur à insister sur la «fêlure» du nationalisme helvétique, qui constitue à la fois une limite, mais aussi des potentialités originales, pour fonder l'identité helvétique. Les éphémères succès de notre équipe de football seront sans doute insuffisants pour renforcer l'identité helvétique.

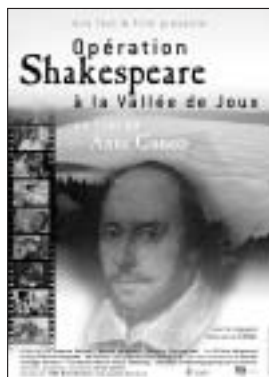
AM

vivant, une réputation qu'il est loin d'usurper. Avis aux néophytes, entrer dans l'univers de Leprest par son dernier opus peut être un peu frustrant, ponctué qu'il est de références à d'anciennes chansons. Mais que cela ne vous fasse pas renoncer à le découvrir sur la terrasse de votre mas en Provence! Car reste tout le reste, la poésie du *Chagrin*, la rêverie

d'*Avenue Louise Michel* ou l'improbable duo d'*Êtes-vous là?* avec Ruiz, l'académicienne repentie, notamment... Aux vieux ronchons qui prétendent que la chanson à texte est morte à la disparition de la sainte Trinité Brel-Brassens-Ferré, Leprest est un cinglant démenti!

JW

... La rédaction vous conseille...



OPÉRATION SHAKESPEARE À LA VALLÉE DE JOUX, 90 MIN., MOA DISTRIBUTION, LAUSANNE

Dans la mesure où l'été suisse sera évidemment brûlant, intenable et horriblement ensoleillé, il va bien falloir trouver de l'ombre et quelques degrés Celsius en moins dans des salles obscures. Proposition : un documentaire certes pas adulé par la critique, mais qui témoigne d'une aventure passionnante, d'un défi hors norme.

En fait, une troupe de théâtre combière (de la Vallée de Joux) décide de fêter ses vingt ans par une pièce de Shakespeare. La pièce ne permettant pas à tou-te-s de trouver un rôle, la troupe du Clédar – dont l'un des membres se cache derrière ces pages – , sous l'impul-

sion d'Anne Cunéo (documentariste, journaliste et romancière), montera une pièce non pas de Shakespeare, mais sur l'auteur. Le groupe s'attellera aussi à la construction du théâtre élisabéthain où se dérouleront les représentations...

La journaliste romande filme alors le récit de cette aventure, ce qui donnera naissance au documentaire à l'écran cet été (à moins que Monsieur Pathé décide désormais de bannir le cinéma d'auteur-e suisse). En toile de fond de ce film – et c'est ce qui fait sa force – l'auteur pose des questions simples, qui interrogent bien la réussite d'un projet célébrant le lien social:

«Comment un paysan, ou un berger, en viennent à faire du théâtre? Comment un manager, un informaticien aux nombreuses responsabilités, une responsable de la logistique horlogère, un éducateur ancien rugbyman – tous gens qui font une très belle carrière – choisissent de s'investir dans une entreprise aussi folle?».

MS et CV

DVD disponible courant août:
www.moadistribution.ch
www.cledar.ch



LES HURLEMENTS D'LEO, TEMPS SUSPENDU

Les Hurllements est l'un des groupes les plus connus de la nouvelle chanson française festive et engagée. Loin des platitudes des «poètes du quotidien»,

ce groupe de huit ans convaincus mélange allégrement les genres, du rock à la musette en passant par le ska. Le dernier opus est fidèle à leur tradition, une explosion musicale qui sert des textes percutants qui ne glissent jamais dans la facilité. Car contester, c'est une chose, encore faut-il éviter la caricature... Exercice réussi! Cerise sur le gâteau, le groupe va sillonner l'Europe (et la Suisse) pendant l'été et un concert des Hurllements d'Leo, c'est de l'énergie à l'état pure... transmissible.

JW



NICCI FRENCH, AU PAYS DES VIVANTS ET LA CHAMBRE ÉCARLATE, FLAMMARION

Il y a des livres qu'on n'arrive jamais à terminer. On sait qu'on devrait les lire, qu'ils ont révolutionné la littérature moderne, qu'ils font partie du «patrimoine» culturel. Et qu'en cas d'échec, on est condamné, pendant un repas ou une soirée

à entendre: «quoi tu n'as pas lu ...?» J'ai ce problème avec *L'Homme sans qualités*, de Robert Musil. Chaque été, quand je pars en vacances je le prends dans mes bagages (deux tomes tout de même). J'avance péniblement dans les cinquante premières pages, je m'accroche, je me concentre, mais rien à faire. La belle saison se ferme sur un livre désespérément ouvert.

Ca dure depuis quinze ans maintenant. Mais cette année, raz le bol, je renonce. Je partirai avec les livres d'un magnifique duo d'auteurs de polars anglais, Nicci French. Enquêtes poissonnières, personnages attachants, style plutôt poétique. Lisez-les, et vous pourrez dire, pendant un repas ou une soirée «quoi, tu ne connais pas Nicci French?»...

GS



Léon Blum (1872-1950)

«Je ne suis pas sorti souvent de mon cabinet ministériel pendant la durée de mon ministère; mais chaque fois que j'en suis sorti, que j'ai traversé la grande banlieue parisienne et que j'ai vu les routes couvertes de théories de tacots, de motos, de tandems avec des couples d'ouvriers vêtus de pull-overs assortis [...], j'avais le sentiment d'avoir, malgré tout, apporté une embellie, une éclaircie dans des vies difficiles, obscures. On ne les avait pas seulement arrachées au cabaret; on ne leur avait pas seulement donné plus de facilité pour la vie de famille mais on leur avait ouvert une perspective d'avenir, on avait créé chez eux un espoir.»

Au procès de Riom (1942).

Léon Blum (1872-1950) a été l'un des principaux dirigeants de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) dès 1920. Il préside les deux gouvernements du Front Populaire (1936 et 1938). Il est alors à l'origine de nombreuses mesures sociales, notamment les congés payés.



AGENDA

4 et 5 août

Le Sofia Festival

Deux jours de musiques et d'animations – Org.: intervenants sociaux et bénévoles de la Fondation Mère Sofia. *Les Pyramides, Vidy-Lausanne.*

18 août

Congrès du Parti socialiste neuchâtelois.

19h00, Val-de-Ruz.

25 août

Congrès du Parti socialiste du Jura bernois.

19h30, Hôtel Central, Tavannes.

31 août

Sécurité/insécurité: la délinquance est-elle particulièrement «étrangère»?

Assemblée publique avec Olivier Guéniat, chef de la police de sûreté du canton de Neuchâtel, Marc Vuilleumier, directeur de la sécurité publique de la commune de Lausanne, Karl Grünberg, Secrétaire général d'ACOR-SOS racisme – animation: Jean-Michel Dolivo, avocat, Juristes progressistes vaudois (JPV). *20h15, Pôle Sud, avenue J.-J. Mercier 3, Lausanne (Flon).*

Du 1^{er} au 3 septembre

Génération précaire? – 3^e Université d'Été d'Attac Suisse. *09h30, Salle Farel, quai du Haut 12, Bienne.*

16 et 17 septembre

Congrès ordinaire du Parti socialiste suisse.

11h00, Stadthalle, Sursee (LU).

23 septembre

Augmentez les salaires - Cap sur l'égalité!

Manifestation nationale. *13h30, Schützenmatte, Berne.*

24 septembre

Votations fédérales.

22 octobre

Elections cantonales jurassiennes.

JAB

1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles du front...

«Travailleurs de toutes tendances!

Le gouvernement met entre vos mains des armes pour sauver l'Espagne et le peuple de l'horreur et de la honte que représenterait la victoire des bourreaux d'octobre couverts de sang. (...) Peuples de Catalogne, du Pays basque et de Galice! Espagnols de partout! Défendons la République démocratique, consolidons la victoire obtenue par le peuple le 16 février.

(...) Vive le Front populaire! Vive l'union de tous les antifascistes! Vive la République du peuple! Les fascistes ne passeront pas! Ils ne passeront pas! No pasaran!»

Barcelone, 15 novembre 1938, Dolores IBARRURI GÓMEZ dite la Pasionaria.

«Le travail, la misère et l'ennui Le travail, le travail à la chaîne
Soudain le travail casse sa chaîne
Et pose son outil,
Et tous les travailleurs se réveillent avec lui
Et poussent un grand cri
La grève, la grève, partout la grève
C'est une grève comme on n'en a pas vu souvent et le capital grince des dents.»

Actualités 1936, Jacques Prévert.

«Nous vaincrons, nous vaincrons,
Mille chaînes nous devons rompre,
Nous vaincrons, nous vaincrons,
La misère nous saurons la vaincre,

Paysans, soldats et ouvriers,
La femme de la patrie aussi,
Employés, étudiants, mineurs,
Nous accomplirons notre devoir.

Nous sèmerons les terres de gloire
Socialiste sera l'avenir.
Tous ensemble nous serons l'histoire,
Au travail, au travail, au travail.»

Venceremos, hymne de l'Unidad Popular – extrait, Sergio Ortega.